

LES LANGUES DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE : REALISATION D'ETUDES BIBLIOGRAPHIQUES ET D'ENQUETES DE TERRAIN

La Direction des politiques de développement (DPDEV/DGCID) du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, l'Agence Française de Développement, l'Organisation Internationale de la Francophonie et l'Agence Universitaire de la Francophonie (Collectif Inter-réseaux en didactique des langues), souhaitent faire réaliser une étude intitulée : *les langues de scolarisation dans l'enseignement en Afrique subsaharienne francophone : réalisation d'études bibliographiques et d'enquêtes de terrain.*

La préoccupation pour la qualité de l'éducation conduit logiquement à interroger le lien traditionnellement établi entre langue(s) de scolarisation et qualité de l'enseignement, notamment dans l'enseignement primaire, mais aussi, plus globalement, à tous les niveaux du système éducatif :

- ⊗ Comment réduire l'échec scolaire massif observé faute d'une maîtrise suffisante des langues d'enseignement ? Quelle place accorder aux langues nationales dans l'enseignement, pour quels types d'enseignements, et à quels stades du cursus (préparatoire, élémentaire, moyen) ?
- ⊗ Quelle articulation langues nationales / langue française recommander en particulier dans l'enseignement primaire ? Comment assurer un niveau linguistique suffisant pour aborder les apprentissages dans l'enseignement secondaire ?
- ⊗ Quels appuis (nature et modalités) faut-il apporter pour l'efficacité des apprentissages en langue nationale et en langue française ?

L'objectif principal de l'étude est d'examiner les interactions entre langue française et langues nationales africaines dans les politiques publiques d'éducation et de formation, à l'aune de leurs résultats en terme de succès pédagogique pour déboucher sur des recommandations aussi opérationnelles que possibles pour les Etats comme pour leurs partenaires techniques et financiers. A cet effet, l'étude visera à :

- ⊗ proposer des concepts opératoires et des pistes de réforme qui permettent l'amélioration de la maîtrise des langues d'enseignements dans l'enseignement fondamental des États concernés, au service de la qualité et de l'efficacité de leurs systèmes éducatifs ;
- ⊗ identifier les mesures d'accompagnement nécessaires pour mettre en cohérence les objectifs pédagogiques des enseignements bi-plurilingues et les ressources (humaines, techniques, financières) allouées ;
- ⊗ formuler des recommandations pour une évolution des actions de coopération éducative dans le domaine du renforcement linguistique.

Il s'agira d'établir un état de l'art sur les questions principales suivantes :

1. Quelles sont les différentes modalités d'articulation entre les apprentissages en langues nationales africaines et les apprentissages en langue française dans l'enseignement primaire ?
2. Quels sont les avantages relatifs des différentes manières d'organiser l'articulation entre langues nationales et langue française, au sein des systèmes éducatifs en termes d'efficacité pédagogique constatée (qualité des apprentissages, rentabilité sociale et économique) ?
3. Dans chaque situation spécifique, *in fine* déterminée par la politique linguistique des Etats, existe-t-il, dans les situations d'enseignement/apprentissage, des pratiques didactiques plus efficaces à recommander, d'autres risquées à éviter ? Quelles précautions faut-il prendre pour leur mise en œuvre ?

4. Quels paramètres incontournables doivent être pris en compte pour que les enseignements articulant langues nationales et langue française réussissent sur le terrain, notamment au regard des environnements culturels locaux et des profils de compétences recherchés aux différents niveaux des systèmes éducatifs?
5. quelles mesures sont préconisées pour améliorer les dispositifs bilingues- plurilingues dans l'enseignement fondamental, en cohérence avec les profils de compétences recherchés aux différents niveaux ?

L'étude se fondera sur l'élaboration d'une bibliographie analytique et sur la réalisation d'enquêtes de terrain centrées sur la problématique du bi-plurilinguisme dans les systèmes éducatifs des pays caractéristiques de situations sociolinguistiques types :

1. pays dit francophones, avec bi ou plurilinguisme national et présence de langue africaine d'envergure régionale (exemples : Sénégal – étude en cours, Burundi, Mauritanie, Mali) ;
2. pays dit francophones, avec plurilinguisme national et absence de langue africaine d'envergure régionale (exemple : Gabon) ;
3. pays où le français est en zone de « contact direct » avec une autre langue internationale (exemple : Cameroun – étude en cours) ;
4. pays hors francophonie (exemple : Tanzanie).

Un comité scientifique de 5-6 personnes sera institué pour les besoins de l'étude. Il sera constitué de personnes ressources (universitaires, chercheurs) ayant une expérience approfondie de la problématique articulant langues nationales et langue française dans les systèmes éducatifs et ayant de la disponibilité au second semestre 2008.

Le conseil scientifique exerce trois principales responsabilités :

- ⊗ il finalise les termes de référence des études -pays ;
- ⊗ il accompagne les experts dans les études pays que ceux-ci conduisent néanmoins en pleine responsabilité :
 - en se rendant disponibles à leurs questionnements avant et durant ces études pays ;
 - en étant présents dans les pays concernés à l'occasion d'un rendu de ces études ;
 - en organisant un atelier d'échange et d'analyse inter-pays.
- ⊗ il rédige un rapport final synthétisant les résultats des études-pays et formulant des propositions sur l'accompagnement actuel des réformes pour en améliorer les effets.

Liste des membres du Comité scientifique

- ✦ Mme Hassana Alidou-Ngame (Alliant International University in southern California)
- ✦ M. Philippe Blanchet (Université Rennes 2 Haute-Bretagne, AUF-CIRDL)
- ✦ M. Abou Diarra (Chef du Département de linguistique, Université de Bamako)
- ✦ M. Pierre Dumont (Université des Antilles et de la Guyane-IFADEM OIF /AUF, programme IFADEM)
- ✦ M. Bruno Maurer (AUF- Directeur BOI, Université Montpellier 3)
- ✦ M. Auguste Moussirou Mouyama (Université de Libreville)

Les travaux de l'étude se dérouleront en 2008-2009.

L'étude sera cofinancée par le MAEE/DGCID/DPDEV et par l'AFD (Fonds d'aide et d'intervention).